

ÉRIC BERR

Macro éco- nomie

É
C
O
S
P
P

2^E ÉDITION

DUNOD

Éditorial : Guillaume Clapeau, Sandrine Paniel

Fabrication : Damien Naranin

Couverture : Studio Dunod

Mise en page : Lumina Datamatics

NOUS NOUS ENGAGEONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT :



Nos livres sont imprimés sur des papiers certifiés pour réduire notre impact sur l'environnement.



Le format de nos ouvrages est pensé afin d'optimiser l'utilisation du papier.



Depuis plus de 30 ans, nous imprimons 70 % de nos livres en France et 25 % en Europe et nous mettons tout en œuvre pour augmenter cet engagement auprès des imprimeurs français.



Nous limitons l'utilisation du plastique sur nos ouvrages (film sur les couvertures et les livres).

© Dunod, 2023
11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff
www.dunod.com
ISBN 978-2-10-085519-3

Table des matières

Avant-propos à la deuxième édition	XI
Introduction	1

Partie 1

L'approche macroéconomique et la représentation simplifiée du circuit économique	7
---	---

Chapitre 1 L'approche macroéconomique	9
--	---

1. Les deux voies de la science économique : la macroéconomie et la microéconomie	9
1.1. Deux visions du monde différentes	9
1.2. Les trois grands clivages : monnaie, équilibre, temps	10
2. Macroéconomie orthodoxe et macroéconomie hétérodoxe	11
2.1. Réalisme et instrumentalisme	11
2.2. Holisme et individualisme méthodologique	13
2.3. Rationalité absolue et rationalité raisonnable	15
2.4. Production et rareté	16
2.5. L'attitude face aux marchés	17
3. L'optique du circuit et sa filiation post-keynésienne	18
3.1. Le principe de la demande effective	18
3.2. L'incertitude radicale	19
3.3. Le temps historique	20
3.4. L'économie monétaire de production	20
3.5. Les conflits de répartition	21

L'essentiel	22
--------------------	----

Entraînez-vous	23
----------------	----

Solutions	24
-----------	----

Chapitre 2	Le système capitaliste selon Marx	27
1.	L'héritage conceptuel de Marx	27
1.1.	La philosophie de l'histoire : l'héritage hégélien	28
1.2.	La théorie de la valeur-travail : l'héritage ricardien	29
1.3.	Le schéma de la reproduction : l'héritage « quesnaysien »	33
2.	L'analyse d'ensemble de la crise capitaliste	37
2.1.	La condition marxiste de la crise capitaliste	37
2.2.	L'inéluçtabilité de la crise	39
2.3.	La régulation capitaliste	41
	L'essentiel	44
	Entraînez-vous	45
	Solutions	47
Chapitre 3	La conception du système économique selon Keynes	51
1.	La relation investissement-épargne et la « révolution keynésienne »	52
1.1.	Keynes et les impasses de l'économie « classique »	52
1.2.	La « révolution keynésienne »	53
2.	La représentation du système économique par le circuit keynésien	56
2.1.	Les pôles	56
2.2.	Les flux	57
2.3.	Le circuit keynésien de base	60
3.	Le mécanisme de l'équilibre des flux : le multiplicateur keynésien	62
3.1.	Définition du multiplicateur keynésien	62
3.2.	La dynamique équilibrante du multiplicateur	63
3.3.	Le multiplicateur et la politique économique	64
4.	Le mécanisme de la crise économique	67
4.1.	Le circuit keynésien en économie ouverte	67
4.2.	La condition de crise dans le circuit keynésien	68

4.3. Les facteurs de la crise dans le circuit keynésien	72
4.4. La régulation capitaliste selon le circuit keynésien	76
L'essentiel	79
Entraînez-vous	80
Solutions	82

Partie 2

Le système de comptabilité nationale : une représentation détaillée du circuit économique

85

Chapitre 4 Le circuit macroéconomique en comptabilité nationale

89

1. Les opérations	89
1.1. La production	90
1.2. La consommation	92
1.3. Les autres opérations	96
2. Les agents	100
2.1. Définition de l'agent économique : l'unité institutionnelle	100
2.2. Le regroupement des unités en secteurs institutionnels	101
3. Les comptes de secteur et leur articulation	104
3.1. L'articulation des flux dans les comptes de secteur	104
3.2. Le compte simplifié des sociétés non financières	107
3.3. Le compte du reste du monde	109
4. Le Tableau économique d'ensemble (TEE) et la représentation complète du circuit	110
4.1. Les conventions de représentation	110
4.2. Le Tableau de l'économie française	115

L'essentiel	120
Entraînez-vous	122
Solutions	125

Chapitre 5	Les lois du circuit économique national	129
1.	Les relations entre agrégats	130
1.1.	Les agrégats	130
1.2.	Les relations agrégées	132
2.	La méso-analyse de la production	137
2.1.	Le tableau entrées-sorties	138
2.2.	Le modèle de Leontief	147
	L'essentiel	151
	Entraînez-vous	152
	Solutions	155

Partie 3 ---

Les grandes fonctions économiques 157

Chapitre 6	Monnaie et crédit : des intermédiaires financiers aux entreprises	159
1.	La place de la monnaie dans l'économie	159
1.1.	La nature de la monnaie	160
1.2.	Les formes de la monnaie	163
1.3.	La création monétaire	167
2.	Le financement de l'économie	171
2.1.	Le marché des crédits ou le financement intermédié	171
2.2.	Le refinancement des crédits	175
2.3.	Le marché des capitaux ou le financement désintermédié	180
3.	La régulation de la monnaie et du crédit	188
3.1.	L'équilibre comptable	188
3.2.	La politique de la monnaie et du crédit	194
	L'essentiel	202
	Entraînez-vous	203
	Solutions	205

Chapitre 7	Investissement, production et revenu : des entreprises aux ménages	207
1.	L'investissement	208
1.1.	Investissement et capital	208
1.2.	La décision d'investissement	216
2.	Production et croissance	222
2.1.	L'évaluation de la croissance économique	222
2.2.	L'évaluation des facteurs primaires de la croissance	225
2.3.	L'évaluation des facteurs techniques de la croissance	230
3.	Revenu et inégalité	233
3.1.	Les revenus	233
3.2.	La répartition des revenus	237
3.3.	La mesure de l'inégalité de la répartition	239
	L'essentiel	246
	Entraînez-vous	247
	Solutions	248
Chapitre 8	Consommation et épargne : des ménages aux intermédiaires financiers	251
1.	La fonction de consommation	252
1.1.	L'analyse keynésienne de courte période	253
1.2.	La fonction friedmanienne de longue période	257
2.	Le rôle macroéconomique de l'épargne	260
2.1.	L'épargne et la circulation monétaire	261
2.2.	Épargne et crise	269
	L'essentiel	273
	Entraînez-vous	274
	Solutions	275

Partie 4 ---

Introduction à l'analyse macroéconomique des déséquilibres

277

Chapitre 9	L'inflation et le chômage	279
1.	La relation inflation-chômage dans la logique du marché	279

1.1.	La relation de Phillips-Lipsey	281
1.2.	La caution keynésienne	283
1.3.	La stagflation, le monétarisme et la crise du keynésianisme	284
2.	La relation inflation-chômage dans la logique du circuit	287
2.1.	Chômage conjoncturel et chômage structurel selon le circuit keynésien	287
2.2.	L'inflation de sortie de crise et l'analyse keynésienne de la stagflation	288
2.3.	La réfutation keynésienne de la théorie quantitative de la monnaie	293
	L'essentiel	295
	Entraînez-vous	296
	Solutions	297
Chapitre 10	Crises financières et crise écologique	301
1.	Les déterminants des crises financières	301
1.1.	La théorie de la déflation par la dette de Fisher	302
1.2.	Incertitude et comportement conventionnel chez Keynes	304
1.3.	L'hypothèse d'instabilité financière de Minsky	306
2.	La crise écologique	308
2.1.	La macroéconomie au défi de l'écologie	308
2.2.	La crise écologique est une question sociale	311
2.3.	Le rôle de la croissance	313
2.4.	Pour une économie raisonnable	317
	L'essentiel	319
	Entraînez-vous	320
	Solutions	321
Annexe	Conseils méthodologiques pour la dissertation en économie	323
	Bibliographie	327
	Index	331

À Frédéric Poulon

Avant-propos à la deuxième édition

Ce manuel de *Macroéconomie* n'est pas, à proprement parler, un nouveau manuel. Il est l'héritier d'*Économie générale* de Frédéric Poulon qui, de 1982, date de la première édition, à 2015, date de la huitième et dernière édition, a permis à de nombreuses générations d'étudiants de s'initier à l'économie.

Je tiens à remercier très chaleureusement Frédéric Poulon, qui a été mon professeur, puis mon directeur de thèse, pour la confiance qu'il m'a accordée en 2018 en me proposant de continuer à faire vivre un ouvrage dont les qualités pédagogiques sont unanimement reconnues. En accord avec les éditions Dunod, il a été décidé de le recentrer sur les questions macroéconomiques, donnant naissance en 2019 à la première édition de *Macroéconomie*.

Cette deuxième édition conforte la priorité donnée, conformément à la tradition perpétuée par Frédéric Poulon, à l'analyse de circuit que Joseph Schumpeter considérait comme l'une des lignes de force les plus importantes de toute l'analyse économique. Cette approche fournit un lien naturel avec la comptabilité nationale qui est au cœur des enseignements de L1. Elle consacre le rôle central de la monnaie en économie et permet d'analyser les causes des crises économiques. Au final, elle offre une représentation complète et réaliste du fonctionnement de nos économies contemporaines et permet d'appréhender les défis de notre temps.

Ce manuel est une introduction à la macroéconomie. Il est destiné en priorité aux étudiants de L1 Économie-Gestion, mais aussi aux étudiants débutants d'autres filières (AES, IEP, Droit, CPGE, etc.). De ce fait, il ne nécessite aucun prérequis en économie ou en mathématiques.

Je souhaite remercier les éditions Dunod pour le soutien apporté. Je suis particulièrement reconnaissant envers Guillaume Clapeau et Sandrine Paniel qui ont assuré le suivi rigoureux de cette deuxième édition.

Introduction

Une brève histoire du capitalisme

Les sept décennies qui nous séparent aujourd'hui de la fin de la Seconde Guerre mondiale recouvrent trois périodes contrastées. La première, dite des « Trente Glorieuses », nous laisse le souvenir d'une grande prospérité. Le choc pétrolier de 1973-1974, en ouvrant la deuxième grande crise du xx^e siècle (après celle de 1929), mit un terme à cette période faste. Elle fut suivie de trois autres décennies appelées, par opposition avec les trois précédentes et pour pasticher la célèbre expression de Jean Fourastié, les « Trente Piteuses ». Elles ont débouché en 2007 sur une crise de grande ampleur qu'on a comparée à celle de 1929. Cette troisième grande crise en l'espace d'un siècle, doublée d'une crise écologique dont les effets sont aujourd'hui très visibles, ouvre une nouvelle période qu'il est prématuré de vouloir dépeindre. Mais nous pouvons tenter de saisir le fil de ce vaste mouvement qui depuis un siècle, et en réalité bien au-delà, semble conduire le capitalisme.

Ce mouvement, dont la phase actuelle est nommée « mondialisation », est une gigantesque dynamique de flux et de reflux à travers le temps et l'espace. Fernand Braudel a magistralement décrit les flux et reflux géographiques du capitalisme autour de ses « villes-mondes » successives : Florence et Bruges à la fin du Moyen Âge, Venise et Anvers à la Renaissance, puis au xvii^e siècle Amsterdam, ville-monde à laquelle succède Londres aux xviii^e et xix^e siècles avant que, traversant l'Atlantique, le centre du capitalisme n'élise domicile, aux xx^e et xxi^e siècles, à New York.

Ce balancement géographique du capitalisme au cours du temps se double d'une marche séculaire où alternent de longues phases de mondialisation et de « démondialisation ». La mondialisation actuelle serait en fait déjà la troisième :

- la *première*, commencée par les Grandes Découvertes, couvre les xv^e et xvi^e siècles ; elle correspond à l'essor du *capitalisme commercial*, premier stade du capitalisme. Elle est venue buter, aux xvii^e et xviii^e siècles, sur la montée en Europe des États-nations et les remparts dont ceux-ci se sont entourés ;
- la *deuxième* mondialisation, au xix^e siècle, est contemporaine de la révolution industrielle, et correspond au *capitalisme industriel*, deuxième stade du capitalisme ; elle atteint son apogée dans les années 1860-1880 marquées, comme l'a souligné Paul Bairoch [1999]¹, par l'extension maximum du libre-échange et le lancement des puissances européennes dans l'aventure coloniale ; elle vient échouer sur la Première puis la Seconde Guerre mondiale et, dans l'entre-deux, la Grande Crise des années 1930 et la vague consécutive de protectionnisme ;

1. Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.

- avec l'avènement du *capitalisme financier*, troisième stade du capitalisme, qui prend son envol dans les années 1970 après que le dollar se fut libéré de la contrainte de l'or et que les chocs pétroliers eurent amené une internationalisation de la finance, apparaît la *troisième* mondialisation qui, selon toute vraisemblance, pourrait à son tour, comme les deux précédentes, être suivie de « démondialisation ». Il n'est en effet pas exclu que la pandémie de Covid-19, conjuguée aux effets du changement climatique, marque le départ d'une nouvelle phase de « démondialisation ».

Il y a toute raison de penser que cette succession, liée à l'histoire même du capitalisme, se poursuivra aussi longtemps que perdurera celui-ci. Du reste, après New York, les villes-mondes candidates à sa succession sont d'ores et déjà légion : Shanghai, Delhi, Séoul... Toutefois, la contrainte écologique, dont nous pouvons sentir la force croissante comme le changement climatique en cours, devrait nous inciter à repenser le mode de fonctionnement de nos sociétés modernes, donc à nous interroger sur le bien-fondé du capitalisme contemporain.

Formuler un jugement sur l'économie de son temps nécessite, comme nous y invite Braudel, à prendre une certaine hauteur de vue, faute de quoi on est voué à regarder avec des œillères le monde qui nous entoure. De ce demi-aveuglement, bien des exemples nous sont hélas donnés jusque dans l'histoire contemporaine.

Lorsqu'apparut la crise de 1929, les esprits mal préparés crurent, malgré l'ampleur, à la répétition d'une crise semblable à celles qui à un rythme décennal avaient scandé au siècle précédent l'histoire du capitalisme. En bref, on crut la crise conjoncturelle. « La reprise est au tournant de la rue » proclamait avec optimisme le chef de l'exécutif états-unien d'alors, le président Hoover. Il fallut plusieurs années pour comprendre qu'il ne s'agissait pas d'une crise conjoncturelle, mais d'une crise profonde, durable, structurelle en somme. Et il ne fallut pas moins que la Seconde Guerre mondiale et l'immense chantier qui s'ensuivit pour relancer le capitalisme mondial.

Lorsque survint la rupture de 1973 causée par le quadruplement brutal du prix du pétrole, on commit la même erreur. On crut que pour remédier à l'anémie que le choc pétrolier avait infligée à l'économie mondiale, il suffisait d'injecter dans celle-ci un sang neuf par un gigantesque recyclage des capitaux absorbés par les pays exportateurs de pétrole. Ainsi s'est mis en place, à l'échelle planétaire, le recyclage des « pétrodollars » qui a entraîné les pays non producteurs de pétrole, et parmi eux l'immense majorité des pays en développement, dans une colossale spirale d'endettement, sans pour autant faire revenir la croissance. Ce n'est qu'après le second choc pétrolier, en 1979, et l'éclatement consécutif de la grande crise internationale d'endettement, en 1982, que les mentalités ont changé. On cessa d'incriminer exclusivement les pays pétroliers. L'idée commença à se répandre que la rupture de 1973 avait des racines plus profondes, plus lointaines. En France, une étude clairvoyante et en avance sur son temps, publiée dès 1974 par l'Insee sous le titre *Fresque historique du système productif*, avait montré que la situation n'avait pas attendu le premier choc pétrolier pour se dégrader : la dégradation, notamment des profits des entreprises, avait commencé en fait vers le milieu des années 1960,

c'est-à-dire à un moment où la concurrence internationale s'était mise à frapper de plein fouet notre économie et beaucoup d'autres avec elle. Ainsi, l'internationalisation – appelée plus tard globalisation ou mondialisation – s'apprêtait au seuil des années 1980 à passer sur le banc des accusés.

L'internationalisation de la production et des échanges, provoquée par l'abaissement général des barrières douanières, est un phénomène majeur de notre temps. Mais, sous-jacent, un phénomène plus fondamental encore apparaît : la primauté de la monnaie et de la finance. Cette primauté est aujourd'hui si manifeste, si éclatante qu'il n'est pas exagéré de dire de notre époque qu'elle est avant tout celle de l'avènement du règne absolu de l'argent sur le monde.

La « monétisation » des économies est pourtant un phénomène ancien dont l'origine remonte au XVI^e siècle, aux premiers temps du capitalisme commercial. La monnaie, auparavant, était surtout une réserve de richesse, vouée plus à la thésaurisation qu'à la dépense. Avec le nouvel essor du commerce, elle tend à être de plus en plus un instrument de transaction. La sphère des échanges marchands se développe, tandis que la quantité de monnaie s'accroît par la découverte de nouvelles mines d'or et d'argent et, plus tard, par l'invention d'autres formes de monnaies telles que la monnaie fiduciaire ou la monnaie scripturale. Mais ce développement ne se fait que très progressivement. Il appelle en réalité des bouleversements politiques et sociaux qui prendront forme, en France par exemple, dans la Révolution de 1789 puis dans les conquêtes successives du libéralisme tout au long du XIX^e siècle.

La liberté, et d'abord la liberté de chacun de disposer de sa propre personne, est en effet la condition première du développement des échanges. Si l'abolition du servage est déjà en grande partie chose faite à la veille de la Révolution française, la suppression des corporations dans les villes enlève les dernières entraves à la libre utilisation de la main-d'œuvre par tous ceux qui ont les moyens de l'acheter. La disparition des réglementations corporatives, la dissolution des liens personnels qui unissaient le maître à ses compagnons, le seigneur à ses serfs, le monarque à ses sujets et, au lieu de cela, l'instauration de la liberté, notamment celle des échanges, signifie, pour qui a de l'argent à investir, l'espoir d'une appropriation illimitée du travail d'autrui et par suite une accumulation infinie de richesses. Le jeu n'est cependant pas sans risque puisqu'il implique la libre concurrence, c'est-à-dire finalement la liberté pour le plus fort de « dévorer » le plus faible. Telle est la règle du capitalisme industriel qui a surtout pris son essor au XIX^e siècle en n'hésitant d'ailleurs pas à substituer à l'asservissement individuel, qu'il avait juridiquement aboli au-dedans, celui de contrées lointaines à la conquête desquelles il s'est lancé au-dehors, mettant ainsi en lumière ce paradoxe du capitalisme de toujours vouloir à la fois libérer et asservir.

À peine la colonisation était-elle achevée qu'apparaissait son contraire. Le grand mouvement de décolonisation, qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, ne fut pas seulement une victoire de mouvements nationalistes sur la résistance parfois opiniâtre des métropoles. Il est dû également à la pression de nouvelles puissances capitalistes,

privées de colonies parce que formées plus tardivement, mais devenues prépondérantes dans le monde de l'après-guerre. En supprimant la sujétion des colonies à leur métropole, le capitalisme financier contemporain a pour ainsi dire répété, mais à l'échelle des nations, le processus de libération qui, jadis, à l'aube de la révolution industrielle et à l'échelle des individus, avait ouvert un espace immense à l'expansion de la sphère des échanges marchands.

L'histoire économique du monde depuis la deuxième moitié du xx^e siècle est au fond celle de la mise en place par séismes successifs de ce capitalisme financier transnational. La crise de l'or, dans les années 1960, supplanté par le dollar américain au début des années 1970, la grande crise internationale d'endettement des années 1980 consécutive aux deux chocs pétroliers, la crise financière internationale de la première décennie du XXI^e siècle, en ont été jusqu'à ce jour les principaux épisodes. Le processus, qui continue de se développer, devra pourtant à l'avenir prendre en compte les conséquences de la crise écologique. Mais d'ores et déjà, il est sûr qu'il faut en priorité s'attacher à la logique du fonctionnement de l'économie monétaire pour comprendre le monde où nous vivons.

La place de la monnaie est d'ailleurs, depuis longtemps, l'objet d'une controverse ardente entre les économistes. La discussion n'est pas seulement académique. Elle cache une radicale opposition de croyance en l'aptitude de l'économie libérale à bien fonctionner ou non. Les uns, pour qui la monnaie au fond n'est qu'un « voile » qu'il suffit de soulever pour percevoir la réalité des phénomènes, croient l'équilibre accessible par le libre jeu du marché entre les entreprises, qui offrent les produits, et les travailleurs, qui les acquièrent en échange de leur travail. Les autres, pour qui la monnaie est, bien plus qu'une sorte de bon d'achat, la faculté même d'acheter ou de ne pas acheter, pensent que son intervention dans l'économie est de nature à engendrer le déséquilibre. La première conception des choses a longtemps prévalu. Elle a été mise en défaut, de façon flagrante, par la grande crise des années trente qui a révélé l'inexistence d'un équilibre automatique et suscité alors un renouvellement de la théorie d'où est issu le rejet, de nos jours, de la classique « dichotomie » entre les questions monétaires et les questions dites réelles.

Renoncer à cette dichotomie exige que l'on fasse entrer en scène, à côté des acteurs habituels que sont les entreprises et les ménages, les agents dont la fonction principale est d'émettre et de réguler la monnaie ainsi réhabilitée. Ces agents sont les intermédiaires financiers et, plus particulièrement, les banques. L'économie monétaire, par opposition à l'économie classique qui ne nous présentait que deux catégories d'agents, est une économie à trois catégories d'agents, chacune ayant un rôle spécifique :

- les *banques* : elles prêtent de l'argent aux entreprises pour leur permettre d'entreprendre leur activité de production ;
- les *entreprises* : elles utilisent l'argent à divers achats et notamment au paiement de salaires aux ménages dont elles acquièrent la force de travail ;
- les *ménages* : ils dépensent leurs revenus monétaires en consommation auprès des entreprises jusqu'au moment où ils préfèrent les conserver en épargne.

La monnaie, alors, fait pour ainsi dire retour aux banques au terme d'un parcours constituant son circuit. Le circuit de la monnaie se résume tout entier dans le « principe fondamental des économies monétaires » qui s'énonce ainsi : *une première catégorie d'agents (les banques), prête (de la monnaie) à une deuxième catégorie (les entreprises) qui achète (des biens d'équipement, des matières premières, de la force de travail, etc.) pour vendre (des biens et services) à une troisième (les ménages) qui vend (sa force de travail) pour acheter (des biens et services).*

Objectif de cet ouvrage

Analyser l'économie monétaire – c'est-à-dire l'économie où nous vivons – consiste à partir de ce principe et à l'examiner dans tous ses développements. Tel sera l'essentiel de notre tâche dans les quatre parties de ce livre :

- La *première partie* définit l'approche macroéconomique (chapitre 1) et fournit, à partir de la logique du circuit, une représentation simplifiée du circuit économique, en adoptant successivement le point de vue de Marx (chapitre 2) et celui de Keynes (chapitre 3).
- La *deuxième partie* rend compte de la représentation détaillée du circuit économique national fournie par la comptabilité nationale, qui sera traitée à travers notre système actuel de comptabilité nationale (chapitres 4 et 5).
- La *troisième partie* entraîne le lecteur dans une exploration de toutes les grandes fonctions économiques dans l'ordre imposé par le sens même de la circulation monétaire. Sont ainsi successivement abordés :
 - la monnaie et le crédit, ce qui nous fait passer des intermédiaires financiers aux entreprises (chapitre 6) ;
 - l'investissement, la production et les revenus, avec le passage des entreprises aux ménages (chapitre 7) ;
 - la consommation et l'épargne, avec le retour de la monnaie des ménages aux intermédiaires financiers (chapitre 8).
- La *quatrième partie* constitue une introduction à l'analyse macroéconomique des déséquilibres contemporains, avec l'étude de l'inflation et du chômage (chapitre 9), puis celle des crises financières et de la crise écologique (chapitre 10).

Partie 1

L'approche macroéconomique et la représentation simplifiée du circuit économique

Introduction

L'économie est une science. Par opposition à la philosophie, que Paul Valéry qualifiait d'« exercice de la pensée sur elle-même », la science peut être définie comme un exercice de la pensée sur les objets. La science économique a pour objet l'être humain et son comportement en société. Elle est donc une science sociale, au même titre que la sociologie, la psychologie, l'anthropologie, etc. À ce titre, elle étudie la production, la répartition et l'utilisation des richesses d'une société et s'attache notamment à donner des réponses aux questions suivantes : que produire ? Pour qui produire ? Comment produire ?

Étymologiquement, « économie » vient du grec ancien « *oikonomia* », terme associant « *oikia* » (la maison) et « *nomos* » (la règle), qui désignait la gestion des affaires domestiques et, par extension, la façon dont les biens sont produits, répartis et échangés dans la cité. Au XIX^e siècle, David Ricardo, dans son ouvrage *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* [1821], assigne pour but à l'économie politique de déterminer les lois qui gouvernent la répartition des richesses. La question du partage est en effet centrale car elle contient celle des conflits sociaux – qui commande cette répartition – et celle de la rareté. Or, sans rareté, pas de problème de répartition, donc pas de problème économique.

Selon la définition de Lionel Robbins [1932], qui est la référence aujourd'hui dans de nombreux manuels, l'économie est « la science qui étudie le comportement humain comme une relation entre des fins et des moyens rares à usages alternatifs ». Cette définition met en avant la façon particulière dont l'économie traite des comportements humains : les individus – ou les groupes d'individus – agissent parce qu'ils ont des besoins à satisfaire, qui concourent à la réalisation de leur bonheur, tout en évoluant dans un environnement où les moyens dont ils disposent sont limités, ce qui les renvoie à la dure réalité de leur labeur. Mais elle laisse ouverte l'une des grandes questions qui divisent les économistes : la quête du bonheur est-elle affaire individuelle ou collective ? Les hommes, à l'origine, sont-ils des êtres solitaires ou des êtres solidaires ?

Les uns, proches ou lointains disciples de Kant, pensent que la conscience individuelle constitue le fondement du lien social : l'homme ne vit en société que parce qu'il a conscience de pouvoir ainsi accroître son bonheur. Les autres, proches de Marx, pensent que le fait social doit être posé comme donnée première, et que c'est l'expérience sociale des hommes qui permet le développement de leur conscience. Ce débat philosophique sur l'antériorité du conscient ou du social se projette dans l'opposition des deux méthodes fondamentales de la science économique : la méthode microéconomique et la méthode macroéconomique.

À partir de cette opposition, le chapitre 1 présente les caractéristiques principales de l'approche macroéconomique qui sera utilisée tout au long de cet ouvrage. Cette approche permet de fournir une représentation simplifiée du circuit économique, que nous aborderons du point de vue de Karl Marx (chapitre 2) puis de John Maynard Keynes (chapitre 3).

L'approche macroéconomique

Introduction

La logique du circuit privilégiée tout au long de cet ouvrage s'oppose à la logique du marché et s'inscrit dans une approche macroéconomique qu'il convient de distinguer de l'approche microéconomique. À l'intérieur du champ macroéconomique, elle se situe dans une démarche que l'on qualifie d'hétérodoxe et, plus particulièrement, de post-keynésienne.

Objectifs

Distinguer la macroéconomie de la microéconomie.

Caractériser les deux grandes approches, orthodoxe et hétérodoxe, en macroéconomie.

Présenter l'analyse post-keynésienne.

Concepts clés

Macroéconomie et microéconomie

Holisme

Individualisme méthodologique

Rationalité

Demande effective

Économie monétaire de production

1 Les deux voies de la science économique : la macroéconomie et la microéconomie

Les approches macroéconomique et microéconomique procèdent chacune d'une vision du monde différente, de laquelle découlent des clivages importants.

1.1 Deux visions du monde différentes

Quand on aborde l'économie, on constate qu'il existe une double acception de ce terme qui désigne aussi bien la *réalité* économique que la *science* économique. Il y a, bien sûr, une relation entre l'une et l'autre, étant entendu que la science est image et interprétation de la réalité. Mais celle-ci est trop complexe pour être abordée de plain-pied. Il faut, ne serait-ce que pour l'observer, disposer d'instruments d'optique appropriés que fournit la science économique.

Mais, là, surgit un désaccord sur la manière dont il convient d'observer la réalité économique. Pour les uns, il convient de l'observer au « microscope », comme le biologiste pour les cellules d'un organisme vivant, afin de comprendre les éléments de base de

l'organisme. Pour les autres, au contraire, c'est d'un « microscope » qu'il faut se doter car ce qui importe, c'est l'observation directe de l'organisme tout entier. Cette dualité d'optique est courante dans les sciences (physique, biologie, médecine, etc.) et, souvent, ces deux optiques se complètent, s'harmonisent. Mais il en va différemment en économie où les deux méthodes sont moins en harmonie qu'en opposition.

La méthode microéconomique correspond à une lointaine conception individualiste qui était déjà celle d'Aristote (IV^e siècle avant J.-C.). Celui-ci opposait l'« économique », définie comme science de l'homme vivant en famille, à la « politique » ou science de l'homme vivant dans sa cité, c'est-à-dire, aux yeux des Grecs de l'Antiquité, dans sa nation. L'économie, beaucoup plus tard, deviendra politique au sens précis du terme, mais la conception individualiste se maintiendra, et même se développera jusqu'à nos jours. Selon cette conception, c'est dans la conscience individuelle d'agents supposés libres et rationnels que doit être cherché le fondement des lois sociales de l'échange et de la production : chacun n'échange que dans la mesure où il le juge utile pour lui-même, et cela suffit à assurer l'équilibre social. Tout repose ainsi sur l'étude du comportement d'un agent type, l'*homo economicus*, élément irréductible et fondamental. Cet agent, parfaitement rationnel, est le point de départ de l'analyse microéconomique qui constitue bien une approche abstraite de l'économie, rigoureuse mais épurée, usant et parfois abusant des mathématiques, ce qui est particulièrement vrai de la microéconomie contemporaine, reconstruite dans la deuxième moitié du XX^e siècle sur le modèle de la théorie mathématique des ensembles.

La méthode macroéconomique, elle, correspond à une conception plus récente que l'on peut faire remonter aux philosophes matérialistes du XVIII^e siècle et, en tout cas, à Marx qui l'a clairement exposée. La science économique y est avant tout une science sociale qui cherche à établir des « lois » macroéconomiques spécifiques, indépendantes des individus d'ailleurs non modélisés sur aucun agent type ; ils n'ont d'importance que par la place qu'ils occupent les uns par rapport aux autres. L'économie est considérée comme une sorte d'organisme dont tous les organes interdépendants apparaissent voués à des tâches spécifiques et bien ordonnées. Elle est ce que l'on peut appeler un système. C'est toutefois Keynes qui apparaîtra, suite à la parution en 1936 de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, comme le père de la macroéconomie moderne.

La science économique est soumise à cette double attraction de la micro-analyse et de la macro-analyse qui, sans être totalement exclusives l'une de l'autre, se tolèrent mal entre elles car s'opposant sur plusieurs points essentiels.

1.2 Les trois grands clivages : monnaie, équilibre, temps

Aujourd'hui, ces deux branches de l'économie ont atteint un égal développement, ce qui rend leur rivalité encore plus forte. Il y a entre elles trois grands clivages :

- la *monnaie* est la première pierre d'achoppement. Les microéconomistes en font généralement abstraction, ne voyant en elle qu'un simple intermédiaire des échanges

sans influence sur les phénomènes économiques réels : à leurs yeux, la monnaie n'est qu'un voile qu'il faut soulever pour percevoir la réalité économique. Les macroéconomistes, au contraire, jugent la monnaie fondamentale en ce sens que c'est elle, disent-ils, qui commande aux phénomènes économiques réels ;

- l'*équilibre* est le deuxième sujet de discord. Les microéconomistes pensent que l'économie, sous la condition de libre concurrence entre les agents, tend d'elle-même vers l'équilibre, c'est-à-dire un état où chacun est aussi satisfait que possible. Les macroéconomistes pensent au contraire que l'économie livrée à elle-même ne tend pas vers l'équilibre mais, en raison du rôle central joué par la monnaie, vers la crise économique, c'est-à-dire le déséquilibre ;
- le *temps*, enfin, marque la troisième grande opposition. En microéconomie, le temps, comme la monnaie, joue un rôle secondaire, voire nul : la microéconomie est statique. En macroéconomie, au contraire, le temps (lié à la monnaie, comme le souligne le proverbe « le temps, c'est de l'argent ») est au cœur de l'analyse, laquelle est inséparable de la période de temps dans laquelle elle s'inscrit : la macroéconomie est dynamique.

En somme, la microéconomie fait une analyse réelle et statique de l'équilibre, tandis que la macroéconomie propose une analyse monétaire et dynamique des déséquilibres et, plus spécialement, du déséquilibre par excellence qu'est la crise économique.

2 Macroéconomie orthodoxe et macroéconomie hétérodoxe

L'approche macroéconomique est elle-même diverse. L'école néo-classique, qui représente aujourd'hui le courant dominant en économie, a bâti une macroéconomie orthodoxe reposant assez largement sur des fondements microéconomiques. Robert Lucas, un des chefs de file de cette école, nie le bien-fondé de la distinction entre microéconomie et macroéconomie. Pour lui, les modèles macroéconomiques doivent être déduits des comportements des individus tels qu'ils sont modélisés par la microéconomie.

La macroéconomie hétérodoxe rassemble des courants divers (marxistes, keynésiens, etc.) ayant en commun leur opposition à la macroéconomie néo-classique. Cette opposition concerne ce qu'Axel Leijonhufvud nomme les *présupposés*, c'est-à-dire les concepts essentiels qui structurent un paradigme et à partir desquels des théories vont être élaborées. Marc Lavoie, Virginie Monvoisin et Jean-François Ponsot [2021] résumement en cinq points la différence entre les deux macroéconomies (figure 1.1).

2.1 Réalisme et instrumentalisme

La macroéconomie orthodoxe est dite *instrumentale*. Pour elle, une hypothèse n'a de valeur que si elle permet de faire des prédictions ou de caractériser une nouvelle situation d'équilibre, peu importe donc qu'elle soit réaliste. Milton Friedman, qui développe cette idée en 1953 dans un texte intitulé « La méthodologie de l'économie positive »,

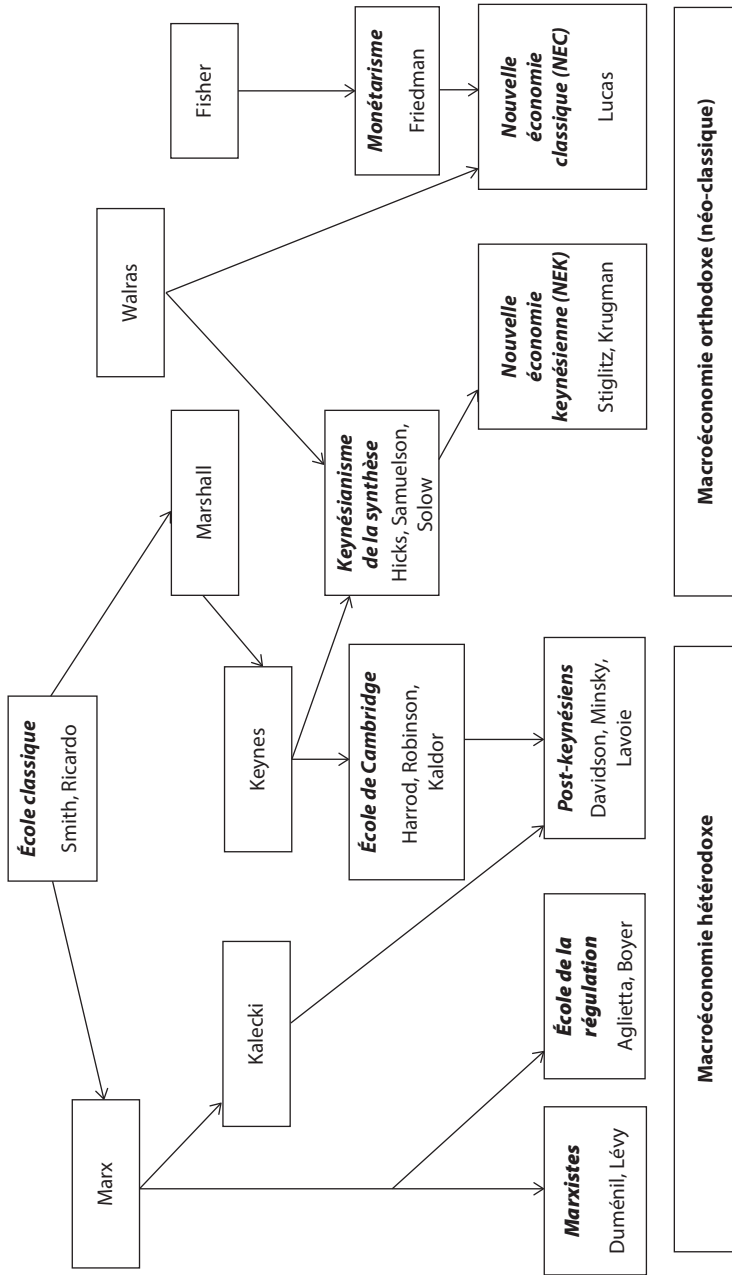


Figure 1.1 – Filiation des principaux courants de pensée en macroéconomie

Source : d'après Lavoie, Monvoisin et Ponsot, 2021, p. 7.

considère même que des hypothèses non réalistes sont un gage de plus grande efficacité et fait l'éloge du « faisons comme si ».

Ainsi, faisons comme si aucun intervenant sur un marché, qu'il soit vendeur ou acheteur, ne pouvait occuper une position dominante. Faisons comme si l'information disponible était parfaite, comme si la concurrence ne pouvait s'opérer que par les prix, comme si tout le monde pouvait accéder librement à n'importe quel marché et comme s'il y avait une parfaite mobilité du travail et du capital, de sorte que l'on puisse remplacer instantanément l'un par l'autre¹. Faisons donc comme si ces cinq hypothèses étaient réalisées – ce qui n'est bien évidemment pas le cas dans la réalité – et, nous disent les auteurs néo-classiques, nous pourrions montrer que le modèle de concurrence pure et parfaite est très performant puisqu'il permet de caractériser un équilibre stable et de mettre en évidence les conséquences de telle ou telle décision de politique économique.

Cette approche abstraite de l'économie permet donc de fournir une représentation « idéale » de celle-ci. L'économie réelle doit tenter de se rapprocher le plus possible des hypothèses de ce modèle abstrait afin de gagner en efficacité.

Si la macroéconomie hétérodoxe reconnaît que toute construction théorique est obligatoirement une simplification de la réalité, elle considère qu'adopter des hypothèses simplificatrices ne signifie pas pour autant que celles-ci doivent être irréalistes. En effet, une carte routière présente une vision simplificatrice de la réalité topographique mais permet à toute personne l'utilisant d'aller d'un point A à un point B sans se tromper, ce qu'une carte avec une représentation irréaliste ne permettrait pas. Si la théorie est obligatoirement simplificatrice, elle doit décrire le monde tel qu'il est – et donc être réaliste – et non un monde imaginaire ou tel qu'il devrait être.

2.2 Holisme et individualisme méthodologique

L'individu est au cœur de la macroéconomie orthodoxe qui, rappelons-le, a des bases microéconomiques fortes. Elle étudie donc le comportement d'agents représentatifs qui cherchent à maximiser quelque chose en ayant des ressources limitées. Ainsi, le consommateur maximise son bien-être – sa satisfaction – à partir de son revenu qui est, par définition, limité. Le producteur cherche quant à lui à maximiser son profit en fonction des contraintes technologiques et de coûts qu'il rencontre. Le passage du niveau microéconomique au niveau macroéconomique s'opère par agrégation des comportements individuels. Il apparaît donc, comme l'avancé Bernard Mandeville en 1714 dans *La fable des abeilles*, que les vices privés, entendus comme la recherche de son intérêt propre, conduisent au bien public et à la prospérité, idée qui sera plus tard attribuée à Adam Smith de manière abusive (voir encadré 1.1). Dit autrement, l'addition des égoïsmes conduit, grâce à une « main invisible », au bonheur généralisé.

1. Nous retrouvons ici les cinq conditions fondant l'existence d'un marché de concurrence pure et parfaite : atomisticité, information parfaite, homogénéité des produits, libre accès au marché et parfaite mobilité des facteurs de production.